



RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITÉ ET DE LA LOI MACRON 1

Depuis 2 ans, l'URIF FO s'est résolument engagée, avec les travailleurs, pour s'opposer à des dispositions néfastes pour ces derniers.

Ce fut d'abord contre l'ANI, puis en opposition avec la contre-réforme des retraites.

Nous poursuivons nos actions contre le pacte de responsabilité et la loi Macron. Ce fut particulièrement le cas le 9 avril 2015 avec notre appel à la grève et aux manifestations dans toute la France.

En Europe, le FMI, la Banque centrale européenne et la commission européenne imposent l'austérité qui se traduit par un chômage qui se développe, par la précarité et la misère.

Le gouvernement français, aux ordres de la commission européenne, donne des gages tous les jours. D'abord, en voulant faire appliquer le pacte de responsabilité à marche forcée et en le déclinant avec la loi Macron 1 qui remet en cause les droits des salariés en imposant le travail du dimanche et nuit, la casse de la justice prudhomme, les attaques contre le transport ferroviaire en mettant en place des lignes de cars en opposition avec les déclarations sur la COP 21 et en détruisant les conventions collectives des salariés.

A ces dispositions néfastes s'ajoutent aujourd'hui la loi Rebsamen qui affaiblit particulièrement le rôle des CHSCT, la loi Touraine qui s'attaque de plein fouet à l'hôpital, au personnel et aux malades, la réforme territoriale qui a des conséquences dramatiques pour les travailleurs et qui remet en cause la République une et indivisible.

Comme si tout cela ne suffisait pas le rapport Combexelle entend remettre en cause le code du travail en entérinant les dérèglementations en cours et en voulant inverser la hiérarchie des normes et en rendant le code du travail facultatif.

La dernière en date est celle du Ministre de l'économie et des finances qui entend remettre en cause le statut des fonctionnaires, comme il a d'ailleurs l'intention de remettre en cause les conventions collectives pour le secteur privé.

Nous ne pouvons laisser faire et c'est pourquoi une nouvelle fois, nous inscrivant pour ce qui nous concerne dans la poursuite du 9 avril 2015, nous appelons à faire grève et à manifester le 8 octobre 2015 avec les URIF CGT - FSU et SOLIDAIRES.

Les attaques sont telles qu'il nous faut poursuivre ce que nous avons entrepris le 9 avril 2015.

Bloquer l'économie, c'est faire appeler à la grève interprofessionnelle - bloquer l'économie, c'est organiser une manifestation nationale après le 8 octobre 2015.

C'est revendiquer clairement :

- L'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux.
- La défense des services publics et la renationalisation de ceux déjà privatisés.
- Le retour à la sécurité sociale de 1945.
- La défense des statuts, des conventions collectives et du code du travail.

C'EST BIEN sur le retrait du pacte de responsabilité et la loi Macron que nous sommes.

C'EST BIEN sur un NON massif que nous nous prononçons aux lois Rebsamen, Touraine et NOTRe.

C'EST BIEN sur un rejet total que nous nous exprimons à l'égard du rapport Combrexelle et sur les déclarations du Ministre de l'économie et des finances contre le statut des fonctionnaires.

Paris, le 21 septembre 2015